

6 février 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Martin Schulz, Président du Parlement européen, sur la construction européenne, à Strasbourg le 6 février 2013.

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT : « Monsieur le président de la République française, c'est un grand honneur pour le Parlement européen de vous accueillir aujourd'hui dans l'institution qui se trouve en France. Merci Monsieur le Président pour votre discours.

Vous avez certainement tous Mesdames et Messieurs ici dans la salle suivi le débat. Je ne crois pas nécessaire de reprendre tous les éléments de ce débat. Mais trois points me semblent essentiels. La Chambre avec peut-être une seule exception a soutenu largement l'engagement et l'intervention de la France au Mali. En tant que Président du Parlement européen, je souligne de nouveau que le Parlement et je suis très reconnaissant, Monsieur le Président que vous ayez soulevé est parmi les premières institutions qui ont soutenu les décisions et qui se sont engagées à faire le maximum dans le cadre de nos responsabilités, de soutenir la France dans ce cadre qui est un engagement de la France mais pour l'Europe entièrement.

Deux, le débat autour des perspectives financières était aussi, de nouveau, un signal fort pas seulement à vous Monsieur le Président mais aux 27 chefs d'Etat et de gouvernement que le Parlement européen préfère un compromis mais pas coûte que coûte. Nous avons, pendant le débat, de nouveau soulevé les points essentiels. Le Parlement européen souligne que le budget européen qui est à 94% un budget d'investissements et de dépenses qui mène directement à des activités économiques. Si vous le permettez, j'ajoute l'analyse de nos propres services qui nous disent que chaque euro qui vient du budget européen attire autour de 3 euros d'activité privée. Cela veut dire que le budget européen est vraiment un instrument de la relance économique. Le Parlement européen insiste donc pour que l'on ne réduise pas le budget européen comme il était prévu dans les dernières propositions passées comme information dans nos couloirs. Le Parlement a l'impression que l'on se rapproche surtout avec les chiffres des dépenses des chiffres de paiement vers l'année 2005. Mais avec une durée jusqu'à 2020 ! Cela veut dire qu'en 2020, on aura un budget sur la base de 2005. Je crois que ce n'est manifestement pas possible. Nous sommes à cause de ce système de clivage entre l'engagement et le paiement dans notre système budgétaire européen déjà dans l'année 2013 dans une situation déficitaire autour de 16 milliards de euros sur un budget de 132 milliards.

La large majorité des députés n'est donc pas prête à accepter d'entrer dans un système de budget déficitaire en permanence. Ce qui se passe dans les Etats membres avec tous les moyens d'équilibrer les budgets et, sur le niveau européen, d'entrer dans un système déficitaire, c'est pour moi personnellement, Monsieur le Président, comme pour les députés européens inacceptable. Merci beaucoup, donc, pour votre engagement de trouver un compromis.

J'ajoute moi-même que je suis prêt aussi, avec mes collègues Présidents de groupe, à trouver un compromis. Ce n'est pas que le Parlement veut de toute façon un « Non ». Nous sommes prêts à faire un compromis si le compromis inclut un budget qui répond aux besoins du 21^{ème} siècle, un budget qui est plus flexible que les budgets précédents, un budget qui ne commence pas à changer tout de suite mais pas après non plus le système de ressources propres.

Ce sont les lignes rouges du Parlement. Je crois que c'était clair aujourd'hui dans le débat. Je suis très heureux que vous, Monsieur le Président, n'avez pas promis un compromis mais que vous

vous soyez engagé devant le Parlement essayer de trouver un compromis. Un compromis pas au détriment de l'Europe mais un compromis qui renforce l'Europe.

Troisième remarque : encore une fois, merci beaucoup pour votre présence ici. Je crois que vous avez aussi, avec votre présence et l'exception que nous avons eue aujourd'hui, honoré énormément l'institution que je préside. Normalement, les présidents de la République, les chefs d'Etat, qui passent au pupitre chez nous, s'adresse au Parlement dans une séance solennelle. C'était votre droit.

Que vous ayez utilisé votre droit de dire aussi « je suis aussi un Président normal qui mène aussi un gouvernement et je suis prêt à discuter avec ceux qui représentent la démocratie européenne » est un encouragement dans un moment où d'autres chefs de gouvernement renoncent à venir ici ou ne nous considèrent pas comme une institution qui représente la démocratie européenne. Votre visite et le déroulement des débats est donc un encouragement pour nous, les députés européens. J'exprime donc à titre très personnel, Monsieur le Président, mais aussi au nom de mon institution, mes remerciements ».

LE PRESIDENT : « Je vais aller à l'essentiel pour pouvoir répondre à vos questions. D'abord, en remerciant le Président du Parlement européen, Martin SCHULZ, pour son invitation et pour la qualité du début qui a pu se dérouler ce matin.

J'ai pu constater, et c'est un élément très important pour la politique que je conduis au nom de la France, le soutien du Parlement européen à l'intervention au Mali. C'est une source supplémentaire de légitimité.

Deuxièmement, j'ai pu relever combien, au-delà des sensibilités politiques, au-delà des différences nationales, il y avait une aspiration forte du Parlement européen à disposer pour les sept prochaines années d'un budget qui permette, à la fois, la croissance et la solidarité.

Mon devoir n'est pas d'être porte-parole du Parlement européen je suis chef d'Etat et c'est, fort de ce que j'ai entendu dans cette enceinte, pouvoir chercher le compromis qui permettra à l'Europe d'avancer. Ce compromis doit évidemment tenir compte de la situation budgétaire de chacun des pays, mais il doit aussi tenir compte de l'utilité des dépenses européennes pour soutenir l'activité économique. Je ne peux pas avoir plaidé pour le pacte de croissance au mois de juin et accepter un budget européen qui n'a pas cette priorité.

Ensuite, sur la solidarité, c'est toute la question des ressources et des recettes de l'Union européenne. Je comprends bien qu'il n'est pas encore possible de mettre à bas l'ensemble de ces mécanismes. Mais, à tout le moins, conviendra-t-il de plafonner les contributions d'un certain nombre de pays à leur financement, et notamment la France, et d'imaginer à l'avenir un système de ressources propres qui permette de doter l'Union sans qu'il soit besoin de l'ensemble de ces dispositifs.

Enfin, même s'il n'a pas été l'élément le plus discuté ce matin, je plaide pour une architecture différente de l'Europe d'aujourd'hui. Je suis pour l'intégration, je suis pour la solidarité, je suis donc pour l'Union politique. Mais une Union politique qui ne peut pas prendre les formes que nous connaissons aujourd'hui. Non pas que le Parlement européen devienne un Parlement qui serait fractionné je m'y refuse mais je pense que nous devons avoir une Europe différenciée, c'est-à-dire une Europe qui puisse laisser un certain nombre d'Etats, pas forcément les mêmes, engager des coopérations renforcées.

Il y en a une qui existe, c'est la zone euro. Elle doit avoir sa place et le Parlement européen doit rester l'organe de contrôle de la zone euro. Faudra-t-il demain un budget de la zone euro ? Cela ne peut s'imaginer que adossé au budget européen et avec des modalités de contrôle démocratique adaptées. Mais, entre les propositions de ceux qui veulent défaire le socle et les propositions de ceux qui veulent sur le socle monter l'édifice, il y a le débat que vous connaissez. Je suis prêt à répondre à vos questions ».

QUESTION : « Monsieur le Président, vous avez insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'il fallait faire des économies, certes, mais sans affaiblir l'économie. Alors qui visez-vous ? Est-ce l'Allemagne, les Pays-Bas, ceux qui pourraient vous demander encore plus de efforts si par malheur la croissance est trop faible pour atteindre les 3% de déficit à la fin de l'année ? Qui

visez-vous ? Y a-t-il vraiment une pression, en ce moment, sur la France pour que nous fassions plus d'économie encore ? »

LE PRESIDENT : « Il ne s'agit pas d'économies dans chacun de nos budgets. Il s'agit d'économies qui seraient demandées à l'Union européenne en plus de ce qui a été proposé par le Président du Conseil européen. Si l'Europe venait à faire des coupes supplémentaires, ce ne serait que des éléments défavorables de plus pour la croissance.

Autant il est légitime de demander à des pays qui connaissent des déficits importants de faire des efforts de redressement de leurs comptes publics la France y souscrit, autant à l'inverse nous devons demander à l'Europe de maintenir un niveau de dépenses qui permette d'entretenir l'activité économique, parce que comme il a été démontré ce matin par un certain nombre d'intervenants toute dépense européenne est à 90% une dépense d'investissements, avec un effet multiplicateur je ne ose employer ce terme car il renvoie à des doctrines économiques qui paraissent aujourd'hui dépassées qui est démontré.

Ce serait donc fâcheux même pour les politiques de redressement des comptes publics de chacun de nos pays, car comment atteindre nos objectifs de désendettement si nous avons une activité économique réduite ? Ma formule vaut donc pour l'ensemble des pays membres de l'Union européenne : « faire des économies, oui et affaiblir l'économie, non ». »

QUESTION : « Comment voulez-vous remanier la politique du taux de change de la zone euro ? Souhaitez-vous voir un cours de leuro plus bas vis-à-vis du dollar afin de stimuler la croissance ? »

LE PRESIDENT : « Un taux de change ne se décrète pas et encore moins pour celui de la zone euro. Mais nous sommes dans un système monétaire international qui n'est pas régulé et avec des compétitions qui se font aussi par le biais des parités et des monnaies. Dès lors, la zone euro doit, par ses chefs d'Etat et de Gouvernement, se donner un objectif de change à moyen terme. Il ne s'agit pas de faire intervenir la Banque centrale européenne sur les marchés et ce n'est pas de notre ressort puisqu'elle est indépendante. Mais nous devons nous déterminer, à moyen terme, sur un niveau de change qui nous paraît le plus réaliste et le plus compatible avec l'état de notre économie réelle.

Sinon je lévoquais nous demandons à des pays, en particulier la France, d'améliorer la compétitivité interne et la compétitivité externe, et elle se détériore par l'appréciation du change ! Ce qui veut dire que certains pays comme les Etats-Unis ou comme la Chine utilisent aussi leur taux de change à des fins de soutien à leur propre croissance. Nous devons donc agir au niveau international pour que nous puissions faire valoir nos propres intérêts ».

QUESTION : « Vous avez défendu Strasbourg en tant que ville historique, mais les parlementaires évoquent le coût lié au fait de venir ici ainsi que l'inutilité de faire des navettes chaque mois. Que leur répondez-vous ?

LE PRESIDENT : « Ils sont parlementaires européens. Ils ont donc une conception de l'Europe. Ils n'ont pas forcément à évoquer que des problèmes de transports qui doivent être améliorés, ou de fonctionnement, sinon ce serait l'ensemble des sièges qu'il faudrait regarder !

Je lévoquais ce matin devant le Parlement européen, parce que je pense qu'au-delà du Traité qui est la base juridique et qui justifie le siège c'est le meilleur argument : Strasbourg a une valeur symbolique tout à fait essentielle pour l'Europe. Sinon il faudrait concentrer le siège de l'Europe dans une seule ville et rapatrier tout ce qui existe dans la plupart des pays européens qui le souhaitent ! Je ne tends pas les parlementaires évoquer cette question ».

QUESTION : « Monsieur le Président, comment envisagez-vous un compromis avec Madame MERKEL sur les sujets qui fâchent ? »

LE PRESIDENT : « Je ne crois pas que ce soit avec Madame MERKEL que ce soit le plus difficile ! Néanmoins, nous avons déjà à chercher la meilleure position commune que nous pourrions éventuellement présenter au Conseil européen. Il se trouve que demain Madame MERKEL se trouvera à Paris pour la célébration d'un match pourtant douloureux à nos mémoires pour la mémoire française ! : le match France-Allemagne de 1982 à Séville, mais là je parle pour ceux qui ont largement plus de 40 ans !

Je crois que nous pourrions chercher ensemble avec nos responsabilités, puisque la France et

L'Allemagne ont un rôle dans l'Union européenne que nul ne conteste pour que, sur la base qui pourrait être commune, nous puissions en convaincre d'autres. Voilà ce que nous chercherons à faire. En tout cas, c'est ma responsabilité.

Je vous l'ai dit et je l'ai affirmé ce matin devant le Parlement européen, je pourrais dire « voilà, j'ai entendu le Parlement européen, aucun accord n'est possible ! ». Non je ne le crois pas. Je pense que si les chefs d'État et de gouvernement se mettent à la hauteur de leur propre responsabilité et trouvent un équilibre, nous pourrions ensuite le défendre devant le Parlement européen ».

QUESTION : « Pourquoi ne pas simplement poser la question du maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne ? Vous avez été interrogé sur le pacte de croissance et finalement sur l'incapacité de l'Union européenne à redonner de l'espoir aux salariés de l'industrie, notamment de l'industrie automobile en France. Que leur répondez-vous ? Que l'État ne peut pas tout et que l'Europe est également impuissante ? »

LE PRÉSIDENT : « Ne faites pas les réponses à ma place ! Monsieur Cameron a présenté une conception de l'Europe et il a même annoncé qu'il y aurait, à terme, une consultation du peuple britannique. C'est sa souveraineté et sa liberté. Ma conception de l'Europe n'est pas de remettre en cause les acquis, mais de construire à partir du socle pour élever le niveau de la construction européenne.

Sur le pacte de croissance : une part est déjà activée, celle de la recapitalisation de la banque européenne d'investissement qui aura, là aussi, un effet multiplicateur. Il y a aussi les « projets bonds » « obligations de projet » en français qui, là encore, ont été introduits et correspondent à une vraie avancée. Il y a enfin les fonds structurels à hauteur de plus de 50 milliards de euros qui n'avaient pas été dépensés lors de la séquence antérieure et qui doivent donc être récupérés pour être réinjectés.

Mais j'avais demandé avec Martin SCHULZ que nous puissions, au moment de la définition du pacte de croissance, réunir l'ensemble des institutions de l'Union européenne pour mieux nous assurer de sa bonne application ce que l'on appelle une conférence inter-institutionnelle.

Il est dommage que l'idée n'ait pas pu être retenue, parce que le Parlement européen a sa propre responsabilité et notamment pour aller chercher les crédits qui n'ont pas été consommés et les réinvestir dans de nouvelles politiques.

Je suis aussi très sensible à ce que propose le Parlement européen sur ce que l'on appelle la flexibilité qui n'a rien avoir avec la flexibilité du travail. Là en occurrence, c'est la flexibilité dans les possibilités de redéploiement entre grandes catégories de dépenses et aussi entre les années d'exécution. Parce que c'est la même idée : faire en sorte que nous dépensions plus vite et mieux ce que nous décidons ensemble ».

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN : « En ce qui concerne la flexibilité entre les catégories et les années qui est un point clé pour le Parlement européen prenons pour exemple le Mali. Si on voulait soutenir maintenant la France avec des mesures civiles, économiques, de développement, d'éducation, de système médical sur place ainsi que des investissements qui sont dans notre propre intérêt, il faudrait faire avec une longue procédure et un projet de budget rectificatif et à la place d'avoir la possibilité de dire « on ne dépense pas là car on en a pas besoin pour cette année, on peut être flexible pour le déployer ailleurs ».

C'est possible dans chaque budget national, mais pas ici ! C'est la raison pour laquelle nous insisterons dans les mois qui viennent sur ce point clé, car la flexibilité peut soulager tout le monde et aussi résoudre les problèmes qui demeurent dans le débat, avec comme risque majeur le clivage entre les engagements d'un côté et le plafonnement des paiements de l'autre côté.

Dans son discours, David CAMERON a dit un mot qui est très significatif pour moi au sujet de « la direction » : il a dit « je veux plus de libre marché, mais moins de règles de Bruxelles ». Je trouve que c'est le concept qui a amené l'Europe dans la crise dans laquelle nous sommes ».

QUESTION : « Sur le Mali Monsieur le Président, vous avez souligné que nous allons bientôt rentrer dans la phase critique et notamment dans celle du processus politique. Si j'ai bien compris, vous avez exhorté tout à l'heure vos partenaires européens à prendre leurs responsabilités.

Qu'allez-vous demander à vos homologues jeudi en matière de processus politique ? Si vous le permettez, si on revient sur la première phase diplomatique et militaire, on saurait que l'Europe

permettez, et en retournant sur la première phase diplomatique et militaire, on espère que l'Europe a été un peu évanescence. Monsieur JUPPE qui ne parle plus la langue de bois a même affirmé que l'Europe avait été « nulle ». Quels enseignements tirez-vous en matière de politique de sécurité et de défense de la première phase militaire et diplomatique de l'intervention au Mali ? »
LE PRESIDENT : « D'abord, c'est ce que je vais demander aux chefs d'Etat et de gouvernement au Conseil européen, si le temps nous en est donné ? Mais je pense que nous le trouverons, compte-tenu de l'importance de cette question.

C'est d'abord de former l'armée malienne et les troupes africaines réunies dans ce que l'on appelle la MISMA. C'était d'ailleurs un engagement que l'Europe avait pris il y a plusieurs semaines et qui aurait dû se traduire, si les choses n'avaient pas dégénéré du fait des terroristes, lorsque le processus serait venu à son terme, c'est-à-dire à l'été. Ce que je vais donc demander à l'Europe, c'est de faire ce qu'elle avait déjà annoncé être prête à engager mais un peu plus tard. De le faire tout de suite.

Deuxièmement et l'Europe est là aussi exemplaire en matière de aides et de contributions, non seulement au niveau bilatéral mais au niveau européen de rassembler le plus de financements possibles. Non seulement pour couvrir les dépenses de la MISMA même si à terme ce sera une opération de maintien de la paix donc couverte par les Nations Unies, mais surtout pour aider le Mali à se reconstruire. Car la phase de dialogue politique et donc de négociation n'a de sens que si l'on permet la sécurisation du territoire malien, mais également, comme l'on dit, l'inclusion de tous dans ce processus. Or, c'est plus facile s'il y a une politique de développement ou s'il n'y en a pas. Sur la leçon que je tire de l'intervention de la France au Mali de l'intervention de la seule France au Mali c'est que l'Europe de la défense n'a pas encore pris la dimension qui était attendue et qu'il n'y a pas, par exemple, de force de projection au plan européen. Dès lors, on l'avait vu dans d'autres situations, ce sont des pays qui se coalisent pour intervenir. Exemple : la Libye. Ou dans une formule encore plus large, il y a quelques années, l'Afghanistan.

Ce qui a conduit la France à intervenir dans les conditions que l'on sait, c'est qu'elle était le seul pays qui pouvait avoir la capacité militaire de le faire et qu'il y avait la proximité par sa situation géographique, c'est-à-dire les bases que nous avons en Afrique. J'ai donc assumé cette décision sans avoir le moindre reproche à adresser aux Européens. J'ai considéré que je ne pouvais pas attendre parce qu'aucun pays européen, dans la situation que l'on sait, ne pouvait se substituer à nous, voire venir avec nous, dans un délai aussi court.

Je n'ai pas de critique à adresser à l'Europe, j'ai simplement un avertissement à lui lancer, c'est-à-dire que pour l'avenir nous devrions avoir les dispositions qui nous permettent d'avoir la projection nécessaire.

QUESTION : « J'ai une question pour le Président HOLLANDE et pour le Président SCHULZ. Madame LAGARDE l'avait déjà dit, maintenant il y a des rapports du Fonds monétaire international qui disent que les mesures qui ont été imposées au Portugal ont provoqué une énorme récession et un chômage qui n'était pas attendu. J'aimerais vous demander ce qu'on fait et si on dit mea culpa et on continue ou si on dit mea culpa et on renégocie ? »

LE PRESIDENT DU PARLEMENT : « Vous avez certainement lu ce que j'ai dit au Portugal. Il faut que le Fonds monétaire international décide finalement sur sa propre proposition. On ne peut pas dire un jour que unilatéralement réduire les dépenses mène au retour de la confiance des investisseurs et un autre jour on fait une conférence de presse pour la deuxième fois en disant « nos mesures sont un peu contre-productives ». Je trouve qu'une institution comme le FMI doit être cohérente. J'étais très surpris par Madame LAGARDE qui a cette vision générale mondiale sur tout ce qui se passe. De temps en temps, il faut qu'on entre dans le détail, et dans le détail on voit que la position par ailleurs largement adoptée au Parlement, je ne suis pas depuis combien d'années était une combinaison entre discipline budgétaire, d'un côté, et investissements durables surtout avec l'objectif que la croissance qui suit ces investissements est une contribution dans le cadre de la lutte nécessaire et immédiate contre le chômage des jeunes. Parce que c'est au détriment de la cohésion sociale comme jamais en Europe.

Si maintenant le FMI trouve qu'il faut changer la stratégie, je ne crois pas qu'il soit faisable de renégocier le mémorandum, par exemple en Grèce, mais de réfléchir comment on peut aider les

grecs à court terme : soit dans le cadre budgétaire, soit dans le cadre des investissements directs. Je plaide toujours pour un système de crédits pour les petites et moyennes entreprises qui sont celles capables dans l'immédiat de recruter des gens. Ce sont les mesures sur lesquelles il faut réfléchir ».

LE PRESIDENT : « Sur la position du FMI, il y a une question à poser, celle de savoir ce que va faire maintenant cette institution par rapport à des pays qui effectivement ont fait des efforts considérables et qui aujourd'hui ont pu revenir sur le marché, mais à un prix social élevé. Mais cela nous renvoie à la question budgétaire européenne. Car pour des pays comme la Grèce, le Portugal et d'autres encore comme l'Espagne, l'idée était qu'il leur était demandé beaucoup peut-être trop, mais beaucoup sur le plan budgétaire national et la compétitivité industrielle, mais que l'Europe viendrait en leur soutien au niveau des fonds structurels et des politiques de cohésion. Plus nous élèverons le niveau des politiques de croissance et de cohésion, plus les pays en question auront de possibilités de connaître une reprise de l'activité économique. Tout enjeu pour 2013 est de savoir quand la reprise va se effectuer et est-ce que nous l'accélérons ou est-ce que nous la ralentissons ? »

QUESTION : « J'ai cru entendre dans votre discours que vous appeliez l'Europe à une renégociation du calendrier des engagements en matière de réduction des déficits budgétaires. Ai-je bien compris ? Une deuxième question d'ordre national et je vous prie de m'en excuser, mais je n'ai pas bien compris votre position personnelle sur la PMA. Faut-il retenir le fait qu'elle n'est pas dans les engagements du candidat socialiste, ou faut-il retenir que vous plaidez en sa faveur - dans cette interview au magazine Têtu - ? Merci beaucoup ».

LE PRESIDENT : « Je ne voudrais pas que le débat sur la PMA vienne confondre ce que j'ai dit sur l'Europe, ou vienne faire que cela soit le seul propos qui serait retenu de mon intervention. Je vous fais donc simplement observer qu'au Conseil des ministres que j'ai présidé, le projet de loi qui a été ensuite présenté au Parlement comprenait le mariage et l'adoption.

Ensuite, sur la question que vous posez de savoir ce que nous pourrions faire en terme de poursuite de nos objectifs si il y avait un ralentissement conjoncturel : c'est bien la question que nous avons à l'esprit. Je lui dit nous devrions en parler collectivement et le moment venu. Ce moment n'est pas venu, mais nous aurons à le faire éventuellement, le cas échéant, collectivement ».